



**HAL**  
open science

## Avec ceux du FN

Daniel Bizeul

► **To cite this version:**

Daniel Bizeul. Avec ceux du FN: Une base militante mise à profit (chapitre non publié). 2024.  
hal-04536591

**HAL Id: hal-04536591**

**<https://hal.science/hal-04536591>**

Preprint submitted on 8 Apr 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - ShareAlike 4.0 International License

## **AVEC CEUX DU FN**

### **Une base militante mise à profit (chapitre non publié)**

**Daniel Bizeul**

1

Le travail de mobilisation des sympathisants par une organisation politique a une finalité rarement mise en avant : permettre aux responsables d'accéder à une fonction rémunérée leur permettant de vivre de l'activité politique et d'y faire carrière. Du haut en bas de l'organisation, les individus occupent ainsi des positions où ils s'efforcent de tirer avantage de ceux en-dessous tandis qu'ils se doivent d'être utiles à ceux au-dessus, espérant ainsi améliorer leur position. La manifestation de leur autorité par deux dirigeants nationaux, Marie-France Stirbois envers des candidats novices lors d'une conférence de presse, Samuel Maréchal envers le pasteur Blanchard qui lui est redevable de sa fonction, en offre des illustrations. En comparaison de ce qu'il en est pour les dirigeants et les permanents, les simples militants obtiennent principalement des satisfactions symboliques, comme se rendre utiles, se créer des liens, côtoyer les dirigeants, œuvrer pour une grande cause. À la suite d'une remarque désobligeante ou d'une mésaventure lors de l'action militante, il arrive cependant que des militants de base prennent conscience d'être utilisés, à l'équivalent du petit personnel par les cadres d'une entreprise, d'où leur désappointement (« dans tous les partis, c'est pareil »), voire leur retournement (« Le Pen, il nous emmerde »). Ce texte est un chapitre du manuscrit d'avril 2002 resté à l'état de simple esquisse, il est la mise à plat ordonnée du matériel documentaire, et ne comporte ni introduction ni conclusion. Il a été écarté de *Avec ceux du FN* pour cause de longueur. Il est ici reproduit tel qu'il figurait dans le manuscrit, sans réécriture.

## **L'ACCÈS INÉGALITAIRE AUX GAINS DE L'ENTREPRISE POLITIQUE**

Les actions destinées à accroître l'influence et l'envergure du parti ont deux conséquences attendues : l'accès de certains de ses membres à des fonctions avantageuses et l'augmentation des ressources dont dispose le parti, en particulier pour l'emploi de personnel salarié. Selon qu'elle émane d'un cadre ou d'un militant de base, une activité d'amplitude équivalente au service du parti n'est ordinairement pas récompensée de la même façon. L'un pourra être un salarié, et l'autre un simple bénévole vivant d'une retraite, d'une allocation sociale (par exemple le RMI) ou d'une allocation de chômage. Ainsi, dans le cadre de l'Entraide, le pasteur Blanchard avait un salaire, et les trois ou quatre militants qui travaillaient à temps quasi complet le faisaient

à titre bénévole, étant par ailleurs au chômage ou à la retraite. Si la plupart des personnes travaillant au siège étaient des salariés, ou des élus ayant un revenu à ce titre, d'autres (dont j'ignore le nombre) étaient des bénévoles. Par ailleurs, beaucoup aident le parti à temps partiel ou de façon ponctuelle, que ce soit sur leurs heures perdues ou en prenant sur leur temps, sans être davantage rémunérées. Une fraction des dotations venues de l'État peut toutefois être utilisée pour employer des sympathisants à distribuer pendant quelques mois la propagande du parti à l'approche des élections. Quelques militants l'avaient fait parmi ceux que j'ai côtoyés ; quelques cadres disaient avoir employé un militant sans travail.

Outre la séparation entre ceux que leur activité fait vivre et ceux qui œuvrent gratuitement, une séparation existe aussi entre ceux dont le crédit bénéficie du travail accompli par autrui et ceux dont l'activité est source de crédit pour autrui plus qu'elle ne l'est pour eux-mêmes. Du bas en haut de l'organisation, nombre de personnes occupent des positions où se combinent à la fois l'emprise d'autrui sur eux, à leur possible détriment, et l'utilisation d'autrui par eux, à leur propre avantage. Plus leur position est élevée, plus ils disposent d'atouts et plus ils tirent bénéfice de ces échanges. Ils peuvent promettre des droits et des places, et en retour ils s'assurent la collaboration et le dévouement d'autrui<sup>1</sup>. Les responsables locaux s'appuient sur les militants de base, les cadres intermédiaires sur les responsables locaux, tandis que dirigeants et cadres de premier plan décident du sort des cadres intermédiaires. Deux situations mettent en lumière cette hiérarchie dans la manifestation du pouvoir et dans l'accès aux bénéfices de l'activité collective. C'est la tutelle des cadres sur les candidats occasionnels ou novices lors d'élections cantonales, et c'est la captation de la notoriété de l'EN par un jeune dirigeant.

Si les militants de base dépensent ainsi leur temps et leur énergie, c'est qu'ils en tirent de menus bénéfices, à défaut d'espèces sonnantes, ou c'est qu'ils en espèrent promotion et célébrité dans le domaine politique. Mais nombre des militants de base que j'ai fréquentés faisaient état de leurs désappointements, ayant le sentiment d'être utilisés par des cadres dès lors perçus comme arrivistes et incompetents. Ceux-ci, à leur tour, avaient peu d'aménité pour une main-d'œuvre qui correspondait mal à leurs vœux, prête à récriminer, usant du chantage, grossière dans ses goûts et ses manifestations. D'une certaine façon, les petits cadres étaient forcés de faire avec des sympathisants qui les désolaient, tout comme c'était le cas des curés de campagne avec leurs quelques acolytes locaux (voir Bizeul, 1979). À la différence des dévôts, toutefois, qui n'avaient pas de véritable alternative au cadre d'expression et de rencontre constitué par la cure, les sympathisants du parti avaient la possibilité de s'abstenir de toute action ou de se tourner ailleurs.

---

1 De façon analogue, se constituent des relations de patronage entre membres du gouvernement représentant un courant ou un parti définis et telles sections ou fédérations. En débloquent des fonds d'industrialisation, en créant un pôle universitaire, en promettant la réhabilitation de logements, les divers ministres usent de leurs prérogatives pour récompenser des alliés ou gagner des soutiens en vue des affrontements entre partis ou entre courants, ainsi de ministres socialistes représentant des courants rivaux, tels Jospin et Fabius, allant dans le Pas-de-Calais à la veille du congrès de Rennes en 1990 (Sawicki, 1997, p. 167-173).

## L'exercice de la tutelle (dirigeant national et candidats novices)

Les candidats sont les représentants de leur parti. Ils sont aussi la doublure des dirigeants, en particulier s'ils tiennent ce rôle de façon occasionnelle ou s'ils sont novices. Leurs prestations engagent le parti mais aussi le cadre ou le dirigeant supposés avoir la haute main sur la fédération. Leurs scores retentissent sur sa personne au sein du parti et augurent de ses éventuels résultats lors d'autres scrutins. Les voix attirées ou rebutées par les candidats au moment des cantonales peuvent être des voix acquises ou perdues pour les législatives ou les régionales à venir. Le dirigeant ne peut donc se désintéresser de la personne et du comportement des candidats qui se présentent sur le territoire dont il a ou dont il revendique l'apanage, d'autant qu'il a toutes chances d'être membre des instances nationales du parti et conseiller régional ou municipal. Lui-même est secondé par des collaborateurs. Il est donc enclin à choisir, orienter, contrôler, évaluer ceux qui vont ainsi être, d'une certaine façon, ses acolytes. Et ceux-ci se laissent guider, suivent les consignes, rendent compte de leurs actions. Mis à part ceux déjà dans le métier parce qu'ils étaient en bonne place sur une liste lors des régionales ou des municipales, tous les candidats sont anxieux. Ils redoutent en particulier les pièges des journalistes, les provocations des opposants, les bravades des militants.

C'est le cas d'un suppléant aux législatives, qui se dit heureux d'avoir pu s'en remettre à l'expérience et à la sagacité de Marie-France Stirbois. Celle-ci se comporte avec autorité. « Elle chapeaute tout », résume le candidat novice.

[Août 1997, interview enregistrée] « Elle nous donnait un peu les directives, pour ne rien oublier. Alors, à nous de nous débrouiller pour trouver les salles, envoyer des courriers catégoriels, trouver les personnes. On fait ça en réunion, on invite un peu tous les militants : Voilà, qui peut faire ça, qui peut faire ci ? Elle nous dit : Ça serait bien de faire une réunion tous les tant, une réunion ceci, une réunion cela, alors nous on s'organise. Avec le candidat, moi j'ai fait un planning, on en discute : Qu'est-ce que t'en penses ? on va faire le marché tel jour. Ils nous donnent tous les documents nécessaires, les marchés, les horaires, les jours, on a des plans des circonscriptions, où on peut aller, ce qu'il serait mieux de faire, de telle personne à rencontrer, réunion publique, donc à nous d'inviter. Bon, on dit : Voilà, tel jour. Okay. On tombe d'accord. En général c'est l'assistant de Marie-France qui s'en occupe. Et puis ils invitent la presse, parce que aussi ils font tout en même temps. Et puis nous on s'arrange pour faire des réunions publiques. Alors là on s'en charge, on trouve une salle, on fait des petites affichettes qu'on colle. Pour les communiqués on lit les journaux, et puis quand on voit quelque chose de bizarre, on téléphone à la big chef et puis on lui dit : Voilà, moi à mon avis... – Bon ben d'accord, faites un communiqué. On fait un communiqué, on lui envoie quand même pour qu'elle jette un œil, qu'on dise pas trop de bêtises, parce qu'elle a peut-être plus d'expérience que nous hein, et puis c'est un peu normal. »

La mésaventure survenue à un autre militant, dans une fédération ayant à sa tête un autre des dirigeants connus du FN, montre les déboires auxquels peut être exposé un candidat inexpérimenté. Lors d'un boitage, lui et un jeune militant sont frappés par trois Noirs et un Maghrébin, qui les ont attendus à la sortie d'un immeuble. Deux de

ces jeunes, interpellés et poursuivis en justice, déclarent avoir frappé les deux membres du FN suite à un courrier électoral du maire de la commune qui faisait du candidat du FN « un raciste ». Celui-ci fait alors un communiqué à la presse et un tract où il indique que le maire « attise la haine dans sa ville ». Le maire réplique par une comparution en citation directe, amenant à la condamnation du candidat à 5 000 francs d'amendes, 10 000 francs de dommages et intérêts, et la parution du jugement dans deux journaux locaux à ses frais.

L'exercice de la tutelle sur des candidats novices par un dirigeant de premier plan, dont la réputation est élevée, apparaît lors de deux conférences de presse auxquelles j'ai eu l'occasion d'assister. C'était au moment des cantonales de 1998, dans l'Eure-et-Loir<sup>2</sup>. Les candidats étaient sous la houlette de Marie-France Stirbois. Ces deux conférences de presse se réduisaient à la présentation des candidats à deux journalistes de la presse locale. Elles se tenaient dans des salles d'hôtel-restaurant, l'une à Chartres le matin, l'autre dans un autre endroit du département en début d'après-midi.

Les candidats étaient assis en ligne, avec Marie-France Stirbois au milieu. En face d'eux, ou sur le côté, se trouvaient les deux journalistes, différents le matin et l'après-midi, et quelques militants venus assister à la représentation. Le matin, à Chartres, les deux journalistes se sont contentés de noter ce qui était dit sans vraiment poser de questions ni marquer d'attention aux candidats. Ils étaient distants, semblant en service commandé. L'après-midi, l'un des deux journalistes a posé une série de questions précises à chaque candidat en vue de cerner sa situation sociale et d'avoir une idée de ses goûts. Son ton était aimable, comme celui de son collègue. Les candidats sont toutefois apparus hésitants, sauf l'un d'eux, cadre commercial, militant aguerri, plus

---

2 Comme Sawicki (1997) le montre, au moyen d'enquêtes monographiques portant sur trois fédérations du PS, celles du Pas-de-Calais, du Var et de l'Ille-et-Vilaine, il existe une spécificité de chaque fédération qui découle des liens complexes établis au cours de plusieurs générations entre, d'une part des groupes occupant à un moment donné une certaine place dans la stratification sociale propre à un bassin économique ou à une région, ayant des conditions de vie, des pratiques et des goûts d'un certain type, traités et se percevant d'une certaine façon, d'autre part un personnel politique se différenciant des concurrents par son recrutement social, sa façon d'être, ses actions concrètes, ses thèmes particuliers. Faire tenir ensemble des perspectives généralement séparées dans l'analyse, à savoir « l'analyse du contexte social et de ses transformations, l'analyse des propriétés sociales des dirigeants, l'analyse des conflits internes et celle du travail de mobilisation des ressources » (*Ibid.*, p. 48), tel est en effet l'objectif de l'auteur. Il s'agit d'un objectif, fondé sur un principe de comparaison entre situations rapportées à leur contexte, qui est couramment mis à l'œuvre, ainsi dans les enquêtes sur la scolarisation (Briand et Chapoulie, 1993). Mon objectif fut autre pour cette enquête sur le FN, d'où l'absence de données permettant d'esquisser une analyse équivalente. S'il n'est pas infondé d'inférer un type ordinaire de relations entre des dirigeants nationaux et des candidats novices ou occasionnels à partir de l'observation de quelques situations, comme je le fais ici, c'est cependant réducteur. Une enquête attentive aux aspects pris en compte par Sawicki conduirait à montrer qu'il existe des différences entre fédérations, ou entre secteurs internes à une fédération ou en chevauchant plusieurs. Ces différences, d'emblée évoquées par les dirigeants ou les journalistes, tiennent en premier lieu à certaines caractéristiques de la population, à des configurations anciennes ou récentes entre groupes rivaux de type partisan, idéologique et religieux, à des stratégies d'implantation de dirigeants et de candidats.

intrépide ou plus cabotin aussi, devenu conseiller régional en 1998 (il était en troisième position sur la liste de la région Centre). Ils semblaient se retenir de parler, comme des élèves qui craignent de s'enfoncer en donnant des mauvaises réponses. Marie-France Stirbois va diriger la présentation sur un mode impérial et enjoué, en imposant aux journalistes autant qu'aux candidats : contrôlant le rythme de la conversation, ajoutant une précision aux réponses données, suppléant aux silences des candidats, questionnant en place des journalistes, faisant une remarque humoristique, n'oubliant pas de lancer quelques piques en direction des adversaires. Il est possible que la personnalité de Marie-France Stirbois ait accentué le caractère hiérarchisé de cette prestation. Cependant, le simple fait que les candidats soient des novices ou n'aient à jouer ce rôle que d'une façon occasionnelle, se dévouant pour représenter le FN plus que réellement désireux de se mettre en valeur ou de monter dans l'appareil, est suffisant pour créer ce rapport intimidé.

[Janvier 1998] Candidat A (canton d'Orgères) : 45 ans, technicien électrique, artisan pendant 12 ans. Il a été conseiller municipal. Journaliste : « Vous résidez dans quel endroit ? » Le candidat hésite. Stirbois intervient : « Il cherche une jolie petite maison entre Orgères et Vinminier. » Grâce au journal, il va avoir « une annonce gracieuse », dans le genre « recherche petit pavillon cinq pièces », s'amuse-t-elle. Le candidat est amené à préciser qu'il est au FN depuis 1989. « Ce qui vous y a amené ? » demande le journaliste. « Mes idées », répond laconiquement le candidat. Le journaliste indique que c'est un peu court comme réponse. « L'amour de mon pays. C'est le seul mouvement qui défend la France », complète le candidat. « Qu'est-ce qui vous caractérise un peu pour qu'on puisse vous présenter ? » demande alors le journaliste. Le candidat reste interloqué. « Pourquoi le canton d'Orgères ? » demande alors le journaliste. « Parce qu'il veut s'y implanter », répond Stirbois. Le journaliste dit : « C'est un désert. » (Probablement pense-t-il qu'il s'agit d'un parachutage de circonstance.) Le candidat et Stirbois répondent qu'il aime le calme. Le journaliste commente alors : « C'est pas pour des raisons politiques. » Stirbois intervient pour dire que c'est aussi une raison. Le candidat ajoute (comme avouant le côté précipité de sa venue) : « Il faut que je me situe sur Orgères. » Le journaliste résume : « Il s'agit de raisons politiques. Et vous avez envie de vieillir dans le canton. » Un militant arrivé en cours de présentation lance alors, sur le ton de la plaisanterie : « On y brûle pas trop de voitures encore. » Stirbois ajoute : « Et aussi parce qu'il veut plus voir M. Audoin conseiller général du canton. »

C'est au tour de B (canton de Châteaudun) : 30 ans, marié. Et bientôt trois enfants, « le troisième aux alentours du 22 mars ». Il y aura à la fois sa victoire aux cantonales et la naissance du troisième enfant, dit-il d'un ton enjoué. « On arrosera ça. » Il est diplômé d'une école de commerce parisienne. « Laquelle ? » demande le journaliste. L'école des cadres à Neuilly, précise le candidat. Il est cadre commercial dans un groupe agro-alimentaire. Le journaliste demande lequel. Stirbois nomme, en riant, une marque de confiserie connue. « Le groupe Z », précise le candidat, qui ajoute aussitôt : « Vous êtes pas obligé de le mentionner. » « Parce que ? » demande le journaliste. « Il y a deux choses que je ne mélange pas, ma vie professionnelle et ma vie politique », répond vivement le candidat. À la question sur ses débuts au FN, il dit y être depuis 1984. « C'est le baby boom », commente Stirbois en s'amusant. « Quelles idées vous ont séduit à cette époque-là ? » interroge le journaliste. « L'attachement profond à mon pays »,

d'abord, et « les valeurs » aussi. À une question sur son service militaire, il précise avoir été casque bleu au Liban pendant 6 mois, et avoir au total effectué un service militaire de 18 mois. « Si vous rappelez vos souvenirs de guerre, on s'en va », plaisante à nouveau Stirbois. Est-ce sa première candidature ? Oui. Un conseiller régional, aussi présent, intervient alors pour dire : « Il faut signaler que B est sur notre liste régionale en troisième position. » S'amusant alors à jouer le rôle du journaliste, Stirbois demande : « Qu'est-ce que vous avez comme hobby ? » Elle commente : « Ils sont très occupés, ces hommes-là. » Le journaliste reprend la question à son compte. Le candidat répond : « J'ai pas de hobby particulier. J'ai déjà une famille, et puis la défense des intérêts de mon pays. » Le journaliste propose : « Donc la politique est votre hobby. » « C'est ma passion », répond le candidat. Il ajoute alors, sur un ton ironique : « Je suis décortiqué. » L'autre journaliste, quasi silencieux au total, demande alors : « Vous allez partir contre un champion local. Quelle est votre ambition ? » « Devenir un champion », réplique le candidat, avec un accent de panache. Il poursuit, reprenant un thème introduit au tout début par Stirbois : « J'avais conscience du problème d'insécurité depuis de nombreuses années, moi. » Il parle aussi « des jeunes autour de nous qui sont sans débouchés » dans la région de Châteaudun. « C'est un thème sur lequel j'essaierai d'éclairer M. Veneau. » Le journaliste reprend : « Vous dites que vous avez des relations parmi les chômeurs. Êtes-vous en relation avec le groupe qui existe à Châteaudun ? » Le candidat indique, atténuant l'assurance de son propos antérieur : « Nous avons quelques sympathisants au chômage. » Stirbois demande alors : « On passe au suivant, ou vous avez... » Le journaliste dit : « Une question. Votre lieu ? » Le candidat indique que sa zone de travail inclut la région et s'étend jusqu'au nord de la France. « Tant qu'on y est, on peut vous contacter où, si vous gagnez ? » Les uns et les autres donnent leurs numéros de portables. Stirbois dit : « Alors, au suivant. » Et, se tournant vers lui, elle nomme et interpelle C tout à la fois.

Troisième candidat : 35 ans, assistant d'architecture, trois enfants. Depuis ses grands-parents, ils ont une implantation dans la région. Il a été suppléant dans la quatrième circonscription, et candidat à Brou en 1992 pour les cantonales. « Peut-on vous demander le score que vous avez fait ? » interroge le journaliste. « 10,90 %. » Stirbois ajoute, avec le même mélange de polémique et d'ironie : « Il va se retrouver face à un candidat qui se veut sans odeur et sans couleur. Il s'appelle Doucet. Triste augure pour lui, il part perdant. » Le second journaliste demande : « Lequel des autres candidats est le plus dangereux pour vous ? » « Il dit qu'il est pas de gauche, mais ses thèmes sont de gauche », intervient Stirbois. Le candidat est entré au FN en 1985. Il fait du cyclisme, de la compétition en amateur, il fait de la chasse et surtout de la pêche. Stirbois enchaîne : « On va participer à la manifestation des chasseurs le 14 février à Paris. » Le journaliste demande si cette manifestation a le soutien du FN. « Cette manifestation a plus que le soutien du FN », assure-t-elle. Elle précise que l'un des adjoints à la mairie de Dreux est sur la liste des chasseurs, mais que son mouvement soutient à Strasbourg les groupes qui défendent le contraire de l'intérêt des chasseurs. « Toutes les listes de chasseurs ont fait allégeance aux majorités du moment. Ce sont des listes souvent bidon. » Le conseiller régional précise : « C'était le RPR estampillé officiel contre Marie-France Stirbois à Dreux. » À la question sur ce qu'il défend pour la région, le candidat indique : « J'ai toujours été un opposant à l'aéroport. » Stirbois précise : « Le papa de C fait partie d'une association contre l'aéroport. Mais je voudrais que [le conseiller régional] nous

dise deux mots sur ce qu'il sait à ce sujet.» Celui-ci déclare qu'il n'y a pas vraiment d'informations récentes particulières. « Nous, dès le départ nous avons été des opposants farouches à cet aéroport. Nous, on avait appelé ça "la folie Doucet" », explique Stirbois. Elle parle des terres gelées, de « la population immigrée dont on veut pas » qui arriverait du même coup.

7

La présentation des candidats comporte des silences et la mise en valeur de certaines informations. Le matin, par exemple, il est précisé de l'un des six candidats qu'il « n'est pas encore marié », mais pas que deux candidats, homme et femme, sont mariés. Un homme prend soin d'ajouter qu'il est « adhérent et militant dans une association caritative sur Paris », sans préciser qu'il s'agit de l'Entraide. Il est indiqué que l'une des candidates est « secrétaire assistante de direction », mais pas que c'est au siège du FN. Autrement dit, comme me l'a expliqué un élu municipal, il est préférable de donner l'impression d'un grand nombre de militants, en évitant de signaler les liens de couple ou de famille entre candidats<sup>3</sup> ; il est préférable aussi de marquer les raisons personnelles d'une candidature dans un secteur donné, en tout cas d'éviter d'apparaître comme l'émissaire occasionnel d'une organisation centrale. C'est ce à quoi se sont employés les candidats aux cantonales, sous la houlette d'une responsable de premier plan, habile à contrôler leur prestation sous une apparence directe et enjouée.

### **La captation du succès (dirigeants nationaux et cadres locaux)**

Les candidats locaux, investis de la mission de représenter leur parti, se sentent dans l'obligation de faire bonne impression. Si ce n'est pas le cas, ils ont peu à perdre, toutefois. Il en va autrement des responsables locaux ou catégoriels. Ils ont un mandat ou aspirent à en avoir un, ou bien ils ont un salaire délivré par le parti ou par une de ses annexes. Ils ont à cœur de prouver aux dirigeants qu'ils ont eu raison de placer en eux leur confiance. Les plus attachés à ce type de rôle se démènent pour apparaître comme des éléments sûrs et dynamiques, à la façon des cadres nouvellement nommés dans une entreprise. Ce faisant, ils agissent du même coup au bénéfice des cadres du dessus, qui sont les mieux aptes à tirer parti des succès accomplis, pouvant en revendiquer la paternité.

Soit l'exemple d'un jeune cadre local (responsable de section, élu municipal, candidat aux législatives, dans un département de la région parisienne). Il est désireux de faire reconnaître son rôle par le responsable fédéral. À cet effet, il fait montre d'un zèle important, qui lui permette de se différencier des autres, voire de les supplanter. Ceux-ci ne peuvent qu'apparaître tièdes ou dilettantes en comparaison d'un responsable qui prend à cœur son rôle et qui s'évertue à le faire savoir. Selon ce qu'il rapporte, leurs réactions ne se font pas attendre. Il passe pour un arriviste et pour un donneur de leçons.

---

3 Selon Bréchon (2001, p. 172), la baisse du nombre d'adhérents et de militants serait générale dans les partis, jointe à leur vieillissement et à un recrutement parmi les catégories moyennes et supérieures. D'où une réduction progressive des partis à des candidats et à des élus. Ainsi, 40 % des adhérents ont été candidats chez les Verts, et 41 % au PCF.



Il s'agit d'un homme à l'allure cordiale et énergique, qui a occupé une fonction de cadre avant d'être au chômage. Il apparaît ordonné dans la façon de militer, agissant comme le ferait un cadre commercial qui prospecte une clientèle et noue des relations à cet effet. Sa situation de chômage et le fait qu'il soit célibataire lui permettent aussi de disposer de temps, en comparaison de militants ayant un emploi prenant et une famille dont s'occuper<sup>4</sup>.

Lors de la fête des BBR de 1995, il fait en sorte que sa section dispose d'un stand. Il manifeste ainsi être apte à mobiliser les militants placés sous sa responsabilité. Il fait figure de jeune ayant de l'ambition. Le responsable fédéral le remarque en effet, et lui octroie l'autorité sur un territoire défini, où il devient le candidat du parti lors des divers scrutins.

[Août 1998, interview enregistrée] « On a été la seule section de France, je dis bien section, pas fédération, section de France, qui sous ma houlette avons fait un petit restaurant, avons tenu et payé par nos propres deniers un stand à la fête des Bleu Blanc Rouge. C'était un petit restaurant qu'on a fait, avec un gars qui était cuisinier, tous les gens de ma structure qui m'aidaient, tellement y avait une dynamique. On était la seule section de France à faire ça. Je me rappelle encore avoir été au comité aux manifestations payer la place, et on a fait quelques bénéfices légers, mais pas énormes. Mais c'était une présence. Et là effectivement [le responsable fédéral] avait vu que j'étais un battant, quoi, incontestablement. Effectivement, ça a créé beaucoup de jalousie, par rapport au candidat qui était déjà lui à V., une ville de 20 000 habitants aussi, qui fait partie du canton de M., qui était à côté depuis dix ans, et qui lui évidemment s'est senti là comme un concurrent. Effectivement, cette personne a depuis été remplacée par moi, aussi bien sur le canton pour les élections cantonales, en mars 98, que pour les élections législatives en 97. »

Une autre année, à l'occasion de la même fête nationale, il souhaite organiser une tombola, avec des bibelots rachetés au quart de leur valeur à une commerçante de ses amies qui était en liquidation. Après avoir donné son accord de principe, le responsable fédéral refuse le stand, suite aux récriminations d'autres responsables de circonscription, qui voient là une forme de concurrence déloyale.

« D'autres responsables de circonscription, qui par ailleurs peuvent être au conseil régional, voient ça d'un très mauvais œil. [Sociologue : Il essaie de se faire mousser.] Voilà, il essaie de se faire mousser, il essaie de faire parler de lui. Et c'est comme ça que j'ai été interprété quand j'ai fait, ma première année, un stand aux BBR. Déjà mon score de 19 % au premier tour, le fait que j'ai créé une puissante section FNJ, faire un stand aux BBR, ça s'est jamais vu [dans le département] depuis 20-30 ans quoi. [Sociologue : Tu veux prendre le pouvoir dans le département.] Ouais ouais. Celui-là il a des ambitions. »

---

4 Agissant ainsi, tout comme d'autres cadres pareillement célibataires et pareillement saisis par « le virus de la politique », il est possible qu'il s'attache à transmuier en vocation requérant des sacrifices librement consentis ce qui n'est en réalité qu'un pis-aller provisoire ou un état endémique d'inajustement social. Probablement est-il encouragé dans cette voie par ses premiers scores aux élections, qui l'ont amené à être élu municipal, tout comme d'autres le sont par des responsabilités épisodiques et par l'estime des dirigeants.

Toute action implique une comparaison possible entre groupes de niveau hiérarchique équivalent au sein d'une organisation (sections, circonscriptions, fédérations, mais aussi cercles ou associations). Il en découle une comparaison entre responsables et donc une évaluation du travail des uns et des autres. Qu'une section se réunisse de façon régulière ou épisodique et qu'elle soit amplement ou chichement représentée lors d'un regroupement, que les adhésions, les ré-adhésions, les abonnements, les rentrées d'argent soient nombreuses ou faibles, et le jugement comparatif peut s'exercer. Dans la plupart des organisations, les dirigeants ne manquent pas de citer en exemples ceux dont les scores sont élevés ou dont l'activité est remarquable. Et, s'abstiendraient-ils de le faire, ceux-ci n'ignorent rien de leurs succès et de la jalousie qu'ils provoquent.

Le même cadre peut donc être satisfait de l'introduction par son responsable fédéral d'un nouveau système de répartition de l'argent en provenance des adhésions. Jusqu'alors sur les 260 francs d'une adhésion annuelle, 150 étaient destinés à la fédération et 110 au siège national. Désormais, la part revenant à la fédération va être attribuée à chaque circonscription.

« Plus le responsable de circonscription va faire le tour de ses adhérents, plus il fait rentrer d'argent. Et c'est là qu'on verra très rapidement, ce qui est une bonne chose, quels sont ceux qui se défoncent sur le terrain, et quels sont ceux qui ne font rien. Parce que, ça aussi, il faut bien le reconnaître, mais c'est humain et c'est comme partout, beaucoup de gens veulent effectivement garnir leur carte de visite, avoir des titres et des responsabilités, mais après, hormis la période électorale où chacun souhaite être conseiller régional, après les gens..., parce que c'est humain et c'est comme ça, ne travaillent plus beaucoup, en font beaucoup moins, parce que y a plus un intérêt pour leur carrière, et ça c'est dommage. »

Apprenant que j'ai eu l'occasion de rencontrer le responsable de sa fédération, ce cadre s'inquiète alors de ses points de vue, de ses projets, de ses éventuels jugements. J'ignore l'appréciation portée par le responsable en question sur son acolyte. Probablement est-il satisfait de son dynamisme et de ses scores aux élections, même s'il doit le ramener à plus d'humilité et de discrétion, pour ne pas créer de conflits avec les autres prétendants.

Un pareil souci de montrer son utilité a été celui du pasteur. Tout comme le cadre précédent, il est à l'affût d'actions propres à signaler son rôle et, en particulier, sa capacité à créer des succès bénéfiques pour le parti. Le lancement des soupes, attirant caméras et journalistes, fut son succès initial. Il s'est efforcé de le prolonger. Il en eut l'occasion lors des manifestations du parti. Ainsi, obtient-il la faveur d'une place à part pour l'Entraide dans le défilé du premier mai.

Il imagine à l'avance le retentissement possible d'une telle faveur, s'inquiétant aussitôt de la façon d'assurer une prestation impeccable. Le défilé reçoit l'attention des médias et est observé par les dirigeants, qui saluent le défilé du haut d'un podium situé face à la statue de Jeanne d'Arc, place des Pyramides. En conséquence, il est impérieux de faire nombre et d'offrir une image de correction, afin d'éviter de donner prise aux interprétations malveillantes, ce que le recours aux quelques SDF devenus adhérents rend incertain. Tel est l'objet d'une discussion entre bénévoles.

[Mars 1997, siège du FN] Il est prévu qu'il y ait des SDF, une dizaine ou une vingtaine si possible. Alain a déjà pris contact avec certains d'entre eux. Mais comment les prévenir pour leur indiquer la position exacte de l'Entraide dans le défilé ? Ils pourraient laisser leur adresse. Mais tous n'ont pas d'adresse. Ils pourraient téléphoner à un endroit. Mais il est peu probable qu'ils le fassent. Finalement il est convenu d'un rendez-vous sur la place du Châtelet, à la sortie du métro. Quelqu'un dit : « Est-ce qu'on n'est pas un peu ridicules si y en a que dix ? » Un autre répond : « Nous on peut rameuter une quarantaine de personnes. » Mais encore faut-il que ce soient des personnes à l'apparence convenable. « Il faut pas faire venir les pochons », dit Alain. « Sinon y aura tous les DPS autour de nous », ajoute un autre. Le pasteur intervient : « Vous imaginez le scoop. Ils en seront verts les journalistes. » Un responsable dit : « Il faut faire masse. » Un homme à l'allure de cadre est sceptique : « Si il faut se déguiser, avoir la barbe mal taillée... » Je dis que la différence entre certains d'entre eux et nous n'est pas à ce point marquée, ni dans les vêtements, ni autrement. « Tout le monde le vit comme un scoop ici au Paquebot », reprend encore le pasteur, qui est aux anges d'une telle consécration. Une femme dit : « Il faut pas qu'ils soient trop nombreux non plus. Ils vont dire qu'ils sont payés. » Je lui dis qu'ils trouveront toujours des raisons pour en dire du mal, et qu'il suffit de faire pour le mieux. Gérard envisage d'être avec le thermos qui sert à la soupe et de tambouriner dessus avec la louche, pour faire de la publicité, ce qui fait beaucoup rire.

Le compte rendu de la réunion indique : « En tête du cortège il y aura deux banderoles, l'une pour le CAP et l'autre pour l'Entraide. Afin d'être crédibles, ces deux groupes devraient comporter au moins 50 personnes. Certains "clients" des soupes ont déjà été pressentis et ont donné leur accord. »

Au moment du défilé, nous sommes une trentaine, principalement des bénévoles. Les SDF du FN, en réalité des chômeurs, l'un ou l'autre logés à l'Armée du salut ou en hôtel social, sont moins d'une dizaine. Quelques-uns se sont endimanchés pour l'occasion. Du moins le groupe présent derrière la banderole forme-t-il quelques rangs. « Tout se passe bien, nous sommes une cinquantaine », fait remarquer le pasteur, d'un ton radieux et conquérant. Quand c'est au tour de l'Entraide d'avancer, le pasteur demande aux premiers de laisser un intervalle de 20 à 30 mètres avec le groupe qui précède. Solange me dit que c'est pour mieux mettre en évidence la présence de l'Entraide. De la voiture avec sono qui remonte le défilé, une voix au ton irrité va toutefois demander à l'Entraide de se rapprocher du groupe précédent : « Avancez plus vite, resserrez les rangs. Vous laissez cent mètres, ça ne se fait pas dans un défilé. C'est pas pour vous embêter. » Chacun presse alors le pas, de façon à combler l'espace vide, ce qui nous amène à passer devant le podium à un rythme qui doit sembler précipité à ceux qui nous regardent. Aux dirigeants qui sourient et saluent de la main quelques militants répondent d'un même salut.

La notoriété de l'Entraide rend le pasteur Blanchard agréable et utile aux dirigeants qui l'ont patroné au départ. Ceux-ci, dès lors, peuvent être tentés de s'attribuer une partie du succès de l'Entraide. Lors du lancement des soupes, le pasteur, alors isolé et inconnu, s'était publiquement placé sous les auspices des plus hautes instances du FN. Sous le titre « Les conséquences d'une rencontre », il remet un texte aux journalistes.

« C'est en 1993 que le Pasteur Jean-Pierre Blanchard, homme de conviction et éducateur spécialisé, en écoutant une émission de radio, apprend que Samuel Maréchal, Président du Front National de la Jeunesse, est, lui-même, fils de pasteur. Ils se rencontrent et, l'année suivante, le Cercle des Amitiés Protestantes présidé par Jany Le Pen, naîtra de leurs discussions passionnées. Fin 1995, Jean-Marie Le Pen souhaite que le Pasteur Blanchard, éducateur social diplômé d'État, présent sur le terrain depuis plus de 20 ans (Armée du Salut, institut des aveugles) s'investisse dans le courant social du FN. »

11

En se recommandant ainsi de cette trinité sacrée, présente à la tête de l'organisation, le pasteur pouvait escompter que sa propre acceptation en serait facilitée, en particulier auprès des dirigeants, des militants, des journalistes. Cette utilisation d'image ne pouvait être sans contrepartie. Il était parrainé parce qu'il pouvait servir, sans être lui-même en mesure d'avoir des exigences. C'était un béotien dans le milieu politique, même s'il disait avoir côtoyé des dirigeants de l'UDF, qui avaient décliné ses offres de services. Il était dépourvu de légitimité électorale et d'influence religieuse ou idéologique, même s'il y prétendait. Il était d'autant plus anxieux d'être adoubé que son passé de gauchiste offrait des prises contre lui. En somme, il était vulnérable et utilisable, dépendant du bon vouloir d'autrui.

Quand Samuel Maréchal demande à figurer en tête de l'Entraide lors du défilé du premier mai qui suit la première saison des soupes, les divers responsables y voient une sorte d'usurpation du succès. En réalité, même si c'est de façon ostentatoire, Maréchal ne fait que prendre les modestes dividendes de sa mise de départ. Il n'agit pas différemment de Mégret ou de Lehideux, présents lors du dernier soir de distribution des soupes. Si l'un est puissant et non contestable, c'est moins le cas de la seconde, ce qui fait subodorer que sa présence est uniquement due au souci de capter un peu du succès de l'opération. C'est le point de vue d'une militante : « Pourquoi elle est venue aujourd'hui ? Elle est jamais venue avant. C'est parce que c'est le dernier jour. C'est pour faire l'intéressante, c'est pour faire son cinéma. »

Le souhait de Maréchal d'être en tête de l'Entraide, au lieu de l'être en tête du FNJ, dont il est le responsable, suscite d'autant plus l'irritation qu'il n'a pris aucune part à la réussite de l'Entraide. Tout au plus a-t-il prêté son nom au moment de la déclaration de l'association. Il y apparaît en effet comme « membre d'honneur », ce qui est entièrement formel. D'ailleurs, parmi les membres de l'Entraide, personne ne se rappelle quelle fonction lui a été octroyée. En outre, son apparence de jeune homme élégant cadre mal avec celle des déshérités qui sont la raison d'être de l'Entraide. Sa faculté à se mettre en avant, pour gagner du poids au sein du FN et se faire connaître à l'extérieur, est fréquemment raillée par les autres cadres.

[Mars 1997, siège du FN] Une nouvelle suscite la perplexité. Agrément et forte hilarité en même temps, en particulier de la part des responsables. C'est l'annonce faite par Maréchal qu'il va défiler en tête de l'Entraide, avec les SDF, et non en tête du FNJ. Quelqu'un dit : « C'est peut-être parce qu'il va quitter le FNJ. » Il a ou va avoir 30 ans, ce qui devient âgé pour un responsable des jeunes. Le pasteur répond d'un mot, sans vouloir s'étendre, que Le Pen souhaite le garder à ce poste pour le moment. Quelqu'un résume la conversation avec Maréchal : « On ne lui a rien demandé. Il nous l'a dit de but en blanc. On s'est regardés. » Il ajoute, pour marquer leur incrédulité : « Il ne riait pas. » Maréchal leur a expliqué que ça lui revenait en qualité de vice-président, ou de président

d'honneur, de l'Entraide nationale. Ils s'interrogent sur sa fonction exacte, en fait honorifique, dont ils ne se souviennent plus. Un des responsables dit, sur le ton du persiflage : « Il faudrait demander au groupe pour voir si on est d'accord pour qu'il défile avec nous. » Il rajoute ironiquement : « On se bat pour défiler en tête. » Il y aura deux banderoles, poursuit le pasteur. « On sera en tête du cortège, c'est un scoop, ça sera bien. » Il reprend encore : « Ça sera bien, c'est une promo. » Il est à nouveau question de Maréchal. « Il a dit qu'il veut défiler avec les SDF », répète Alain, comme quelqu'un qui n'en revient pas. « Nous on est restés pantois », confie à nouveau le pasteur. « Tu peux pas le refuser, je suis le président d'honneur de l'Entraide », aurait expliqué Maréchal. « C'est bien qu'une personnalité défile avec nous », persifle à nouveau un des responsables.

Le compte rendu de réunion indique : « Samuel Maréchal s'est proposé pour défiler avec un groupe de SDF. » En réalité, la présence de Maréchal, en tête de l'Entraide, sera de courte durée.

[Mai 1997, défilé du premier mai] Alors que nous sommes à quelques dizaines de mètres du podium, Maréchal arrive. Son physique de jeune premier, son costume de belle coupe, sa façon élégante et vive de franchir l'espace, de serrer les mains des militants des deux premiers rangs, de faire un salut de la main droite et un clin d'œil aux autres, de sembler entamer une conversation enjouée avec le pasteur et un autre responsable, donnent à sa venue un air théâtral. Quelques minutes après arrive pareillement Jany Le Pen. Elle se meut d'une façon innocente et charmeuse, se faisant tous sourires en direction du pasteur, du responsable de l'ELI, et de Maréchal. Celui-ci la tient un moment par la taille, après qu'ils se soient embrassés, à la façon d'un couple de rêve qui irradie de bonheur, tel que la publicité en montre, s'accueillant dans l'intimité d'une propriété ou marchant amoureusement dans une rue de ville estivale. La perche d'un preneur de son cependant est au-dessus de leur tête et les suit. Chacun peut observer leurs échanges. Solange remarque, sur un ton affectueux : « Tiens, voilà Jany. Elle s'est mise en kilt. » (Elle porte en effet une jupe plissée à dominante vert sombre, qui évoque le kilt des Ecossais, dont des représentants figurent dans le défilé.) Aussitôt le podium passé, Maréchal, Jany Le Pen et le pasteur reviennent vers l'arrière, probablement pour se placer au côté des officiels sur le podium.

À l'occasion de la sortie du livre de Darmon et Rosso, j'aurai l'occasion de revenir avec le pasteur sur le rôle joué par Maréchal dans l'existence de l'Entraide. Il a voulu faire de la « récupération », me dit-il, d'où ensuite une certaine distance avec lui. Il prend l'exemple du défilé du premier mai : « Il est venu se mettre en tête 5 mètres avant le podium, et 5 mètres après il est reparti. » Une autre fois, il est question d'un autre dirigeant de premier plan, par ailleurs responsable fédéral. Solange remarque qu'il est dans des tas d'associations et qu'il sera ravi d'avoir une activité de plus si l'EN vient à se développer sur son territoire : « Pour lui, tout ce qui est bon à prendre, il le prend. C'est utile pour sa propre image. » Il est alors question de Maréchal, à nouveau.

[Juin 1997, Ravines] Maréchal n'aurait pas son pareil pour se mettre en valeur, au détriment des autres et sans aucune honte. Le pasteur raconte le passage de Le Pen devant le tribunal de Versailles, où il était convoqué suite à l'incident de Mantes-la-Jolie. Plusieurs responsables du FN étaient présents pour le soutenir, dont Maréchal. « Il arrive à se placer devant les caméras, c'est incroyable. Y avait deux rangées de caméras

en arc de cercle, il s'est débrouillé pour se mettre au milieu. Et quand le Président est ressorti, il est allé lui serrer la main et a dit quelques mots, en se tournant vers les caméras. Ensuite il a attendu d'être le dernier à partir pour être sûr d'être filmé en dernier. » Le pasteur rappelle qu'il avait tiré les couvertures à lui lors du lancement des soupes à la gare. Il avait fait venir sur lui les caméras en prenant à parti des jeunes qui passaient, explique-t-il. « À certains moments, ça fait peur de voir jusqu'où certains sont capables d'aller pour se mettre en valeur. »

13

## **LA RÉTRIBUTION MORALE ET AFFECTIVE DES BÉNÉVOLES**

### **L'éventail des petites satisfactions**

Que les cadres du monde politique tirent des avantages de l'action collective, même si c'est de façon inégalitaire, est une évidence. Elle leur permet d'en vivre, au moyen d'activités variées ordinairement perçues comme nobles (diriger autrui, parler en public, définir des projets, imposer sa marque). Ce faisant, à la différence de ce qu'il en était pour les dirigeants communistes (Pudal, 1989) ou pour une fraction des élites socialistes d'après 1981 (Gaxie et Offerlé, 1985), non prédisposés à ces positions du seul fait de leur trajectoire sociale ou de leur carrière politique, ils ne font que poursuivre, dans un autre contexte et selon d'autres codes, les activités de conseil, de gestion ou de direction qui étaient les leurs avant d'intégrer le monde politique. Comme le montre Bihl (1998, p. 30-33), reprenant diverses enquêtes, les responsables du FN sont chefs d'entreprise, membres des professions libérales, hauts fonctionnaires, universitaires. En cela ils diffèrent peu des députés présents dans l'hémicycle en 1986 ou en 1993, qui sont en grande proportion professeurs, hommes de loi et hauts fonctionnaires, reportant dans un autre cadre les compétences « du verbe et de la plume » dont ils sont, par profession, les tenants (Dogan, 1999). Une partie des électeurs du FN, quant à eux, sont de milieu populaire, captés par les promesses et les passions d'un discours en leur direction. Probablement est-ce le cas aussi d'une partie des militants, ceux précisément dénigrés comme des « grandes gueules » ou « des excités ».

Les avantages que tirent de l'action collective les bénévoles n'ayant pas d'ambition particulière ne sont pas comparables. Il s'agit pour l'essentiel d'avantages sans coût financier ni véritable matérialisation, à la fois peu palpables et difficiles à documenter. Ils sont d'ordre affectif ou moral : se créer des liens, se rendre utile, côtoyer des célébrités, faire montre d'abnégation ou d'héroïsme. Le jugement de l'entourage, en particulier des cadres, est un puissant facteur d'encouragement.

Certains des militants les plus réguliers sont à la retraite, sont étudiants, sont au chômage, vivent seuls, font état de désarrois personnels. En passant leur temps au FN, en faisant du militantisme l'axe de leur vie, pour une période brève ou durable, ils trouvent une sorte de famille et un cadre propice aux rencontres. Alain me dit avoir été un militant « acharné », qui militait « sept jours sur sept », parce qu'il était célibataire. À

plusieurs reprises, il me propose de me joindre à lui pour une soirée avec des amies. Le lendemain du Noël de 1996, il me dit : « J'ai passé le réveillon avec ma chérie. » Il s'agit en l'occurrence de sa chienne, un berger allemand excessivement jaloux envers les visiteurs. David dit qu'il va partir skier dans le Queyras, tout seul probablement. L'été précédent, il a fait de la randonnée dans le Massif central, seul aussi. Je lui demande si c'est parce qu'il est « un loup solitaire ». Oui, me dit-il. Il part avec un copain parfois, mais fréquemment ils se prennent la tête.

Deux autres militants, dans le cadre d'une interview, me disent être peu sociables. C'est la raison pour laquelle peu de personnes ont eu l'occasion de couper les ponts avec lui quand il a adhéré au FN, explique l'un. C'est ce qui l'a fait passer son temps à militer dès qu'il a connu le FN, étant encore lycéen, dit l'autre : « Je suis pas d'un naturel forcément très sociable, ce qui fait que j'ai pas forcément énormément d'amis. Donc souvent je sortais seul. Je passais à la permanence [du parti], j'avais que ça à faire, et le samedi pareil. Je recevais des papiers, je lisais. Au bout d'un moment j'ai commencé à diffuser un petit peu auprès de mes camarades de classe, ou dans le lycée, aux gens que je connaissais. »

Un des responsables de l'Entraide remarque que tel retraité, qui se fait un devoir de venir au siège deux après-midi par semaine pour préparer la distribution du soir, pourrait être remplacé par quelqu'un d'autre s'il le souhaitait. Il y voit un besoin d'utilité sociale. « Il vient de loin et passe du temps dans le métro pour venir faire la soupe. Il se sent utile. C'est bien, ça ne pose pas de problème. Mais n'importe qui d'autre pourrait le faire. Il faut faire bouillir de l'eau et mélanger les oignons lyophilisés, c'est tout. Ça prend une demi-heure peut-être. » Le besoin d'utilité sociale est peu probable dans le cas de cet homme, qui s'occupe d'un jeune enfant et qui est pris par le bricolage dans son domaine. Sans doute arrive-t-il aux cadres qui sont rémunérés de retourner la situation, en finissant par croire que c'est eux qui rendent service aux militants en leur octroyant des activités, et non l'inverse.

Les jeunes militantes qui aident à distribuer les repas doivent se plier au rite de la bise, réclamée haut et fort quand elles arrivent. Plusieurs des jeunes hommes ne font pas mystère de leur souhait de se lier avec l'une ou l'autre. Un militant m'a fait part de ses menaces contre l'Entraide pour avoir été sèchement écarté d'une femme venue chercher un repas par un autre militant ayant des vues sur elle. L'appétit d'une militante âgée pour un homme à la dérive rencontré dans le cadre de la distribution des soupes a fait les gorges chaudes d'autres militants. Un responsable, qui trouve terne sa femme, m'a confié avoir eu du mal à résister au charme d'une bénévole. Paraissant célibataire, j'ai aussi été l'objet d'avances de type amoureux. Et il m'est pareillement arrivé de n'être pas insensible au charme de telle ou telle personnes, comme il peut arriver à chacun dans la vie courante.

Quand je lui demande en quoi consistait leur activité au FNJ dans les années 1980, un jeune homme des beaux quartiers, qui fut responsable de sa section, me répond en riant : « Draguer », avant de reprendre sur un ton sérieux : « L'aspect principal, c'était de draguer les charmantes jeunes filles. » Mettre en avant ce souci lui permet sans doute de manifester de la distance avec son engagement d'alors, désormais qu'il s'est écarté du FN et tient à n'être pas marqué dans son milieu professionnel. Du moins,

comme dans tout groupe librement ouvert, attentes et aventures existent, au point de prendre le pas sur le souci idéologique pour une partie des personnes<sup>5</sup>.

Le côtoiement des dirigeants du parti constitue une autre forme de gratification. Ces dirigeants font figure de vedettes : ils passent à la télévision, s'adressent à une foule, détiennent des mandats, suscitent la ferveur. Se mouvoir dans leur sphère d'influence, à la façon des sujets entourant un personnage sacré ou puissant, a pour effet le grandissement de sa propre personne. Les militants se sentent honorés d'une parole ou d'un regard. Un sourire ou une bise venus de Jany Le Pen, lors de ses passages à la gare, une boutade reçue en propre de Jean-Marie Le Pen, sont vécus comme des marques de faveur, équivalentes à celles octroyées par le dalai-lama<sup>6</sup>. Plusieurs militants conservent comme des reliques, l'un une signature de Le Pen portée autrefois sur une addition de restaurant, un autre une étiquette de bouteille de champagne avec la mention « cuvée Jean-Marie Le Pen ». Lors de son prêche, à la fête des BBR, le pasteur ne manque pas de faire allégeance aux figures tutélaires du parti, dont dépend sa propre existence.

[Septembre 1996, fête des BBR] Culte protestant dont le pasteur est l'officiant. Environ 70 personnes, aux 4/5 entre 50 et 70 ans. Au milieu du prêche arrive Le Pen, encadré par au moins 8 DPS. Il s'assied à l'avant-dernier rang, prenant un air recueilli. Dans le prêche il est question de la force, de l'ordre, de la justice « fondée sur la hiérarchie naturelle », de la souffrance de l'homme de Bien en butte aux attaques, ce dont « le Président » a l'expérience. Il se dégage cette idée reconfortante : « Dieu est de notre côté. » À deux ou trois moments, suite à la présence de Le Pen, le pasteur a des gestes tendus ou cherche ses mots. Il se trompe dans la récitation du Notre père. « J'ai mal récité le Notre père, c'est l'émotion », s'excuse-t-il. Sur un ton de confiance, il raconte qu'il est récemment allé à la Trinité-sur-Mer, et qu'il est passé devant la maison blanche aux volets bleus du Président, qui était fermée. Il aime ainsi s'imprégner des lieux où ont vécu les personnes, explique-t-il. Il est aussi allé dans l'église et près du baptistère où le Président s'est fait baptiser. Là, un groupe répétait un hymne anglais.

---

5 C'était aussi le cas dans la cellule communiste d'un quartier nantais dont j'avais été membre, à la fin des années 1970. Parmi la vingtaine d'adhérents se trouvaient des cadres et des enseignants habitant des petits pavillons, une famille ouvrière de tradition communiste et pour près de la moitié des jeunes entre 20 et 30 ans vivant dans un grand ensemble. Sauf un ami, psychologue, devenu secrétaire de la cellule, ces jeunes étaient dans des situations perturbantes, prenant et quittant leurs emplois, vivant seuls pour certains, en couple instable pour d'autres. Parmi eux, une fille fragile et jolie, perturbée par la séparation d'avec son mari, un héros ouvrier du parti, regardée avec tendresse par le psychologue ; un ouvrier porté à boire et frappant sa femme ; une fille en formation d'institutrice, déjà à son troisième avortement, se disant battue par son copain, plus ou moins éprise du psychologue ; une mère-célibataire ayant dit un jour à son fils : « Tiens voilà ton futur papa » en lui désignant le psychologue dont elle s'était amourachée. Le parti servait de cadre propice à un lien social, avec fêtes et réunions, et possibilités de relations privilégiées dans les moments de désarroi.

6 Cette religiosité laïque dont bénéficie des personnages perçus comme prestigieux, fussent-ils notables de village ou écrivains à compte d'auteur, est somme toute banale. Du moins ceux qui occupent une telle position peuvent-ils user de cette vénération à leur bénéfice et à celui de leur entreprise.



Plusieurs militants et cadres se targuaient ainsi, de façon plus ou moins appuyée, d'être introduits dans le secret des hautes sphères, pour peu qu'ils fussent des habitués du siège. Celui qui accède aux bribes d'un savoir de coulisse ou qui partage les rumeurs d'un groupe admiré peut gagner un certain sentiment de supériorité. Il leur arrivait aussi de bénéficier de menues compensations, comme déjeuner gratuitement à la cantine du siège ou faire partie d'un déplacement en province. Tel militant ne pouvait s'empêcher de raconter des anecdotes de la vie du siège, mettant en jeu « le commandant Courcelles », ou « les amis DPS », ou « Bruno » ou « Arnaud », demandant alors à son vis-à-vis, le plus souvent en état d'ignorance : « Tu vois de qui je veux parler ? » L'attrait exercé par les personnalités, irradiant autour d'elle un peu de la considération dont elles bénéficient, n'est pas réservé aux militants de base. Ayant eu l'occasion de se déplacer dans Marseille avec Sabiani, dont le père fut un proche de Doriot, un responsable ne peut s'empêcher de redire son admiration pour elle, racontant alors, avec la ferveur revenant aux héros du passé, qu'elle a franchi la Wiese parmi les dernières et qu'elle s'est retrouvée à Sigmaringen.

Que ce soit de façon involontaire ou à dessein, les dirigeants entretiennent le sentiment d'un lien privilégié et quasi-familial entre eux et les militants. Il leur arrive de livrer sur eux des informations anodines, qui sont perçues par les militants comme des confidences. Lors du dîner-débat où Martine Lehideux était invitée et Marie-France Stirbois la responsable invitante, l'une et l'autre ont donné les signes d'une complicité propre à charmer les militants. Lors des questions, elles sont apparues comme deux partenaires qui se renvoient les amabilités, et qui emploient le ton de l'indiscrétion enjouée pour faire connaître, à tour de rôle, l'honneur revenant à l'autre. Les militants sont ravis de la bonne entente entre dirigeants et de l'insigne faveur qui leur est faite d'être mis dans la confiance.

[Décembre 1997, près de Chartres] Marie-France Stirbois indique que le frère de Martine Lehideux est à l'UDF. Autour de moi chacun imagine des réunions de famille houleuses. Selon la femme d'un conseiller régional (qui est à la table d'honneur), un des élus de Tours a son frère dans un autre parti. « Pas de politique à table », dit-elle sur le ton de la consigne. « Mais une fois qu'on a parlé de la pluie et du beau temps, on n'a plus rien à se dire », dit quelqu'un. En réponse à une question, Martine Lehideux en vient à dire qu'elle a commencé à travailler à 21 ans, comme infirmière, disposant alors de peu de moyens. À propos des immigrés, dont il est dit qu'ils seront dénaturalisés, Marie-France Stirbois évoque l'existence d'un « shadow cabinet » dont les noms vont être prochainement rendus publics. La personne chargée du dossier de l'immigration sera Martine Lehideux, dit-elle avec l'accent du compliment. Celle-ci, à son tour, comme si elle ne voulait pas être en reste, livre le secret qui concerne Marie-France Stirbois : elle sera en charge de la sécurité intérieure.

La vénération des militants, bien qu'elle semble détachée de toute sollicitation et de toute attente, n'en est pas pour autant entièrement gratuite. Les militants espèrent un peu de considération en retour. Certains en bénéficient d'emblée. C'est en particulier le cas des jeunes et des membres des milieux aisés, qui apparaissent comme les forces vives du parti. Ils reçoivent vite des signes d'encouragement. D'autres sont moins bien lotis. C'est le cas des retraités de milieu modeste, parfois plus encombrants et pénibles que réellement utiles.

Le côtoiement des dirigeants peut avoir divers bénéfices pour les personnes qui disposent de qualités ou de compétences utiles au parti. Parmi ces bénéfices se trouvent le parrainage ou la recommandation au sein de l'organisation. Celle-ci dispose d'investitures. Et elle permet des relations utiles, propices à l'obtention d'un travail, d'un logement ou d'un secours financier, comme il en est dans d'autres cadres.

Un militant, étudiant en DEA, se réfère à un article de Gaxie (1977) pour indiquer la diversité des « rétributions » pouvant exister dans le militantisme. Le fait d'avoir été un responsable dynamique du FNJ dans un département du Sud, de s'être impliqué dans la vie politique locale et d'avoir été remarqué par le responsable fédéral, par ailleurs député européen et dirigeants éminent du FN, l'a placé sur la voie de la carrière politique, avec ses félicitations, ses portes d'entrée, ses appuis.

[Octobre 1996, interview enregistrée] « On a commencé à militer en première, à trois. On a rencontré, en même temps, Z, qui était la figure locale du département. Il était député européen, conseiller régional. Inconsciemment, on a l'impression qu'on s'intéresse à vous. C'est vrai qu'en plus il est très proche de ses militants. » Il l'oppose à Le Gallou, Blot et Mégret, qu'il critique pour leur « côté technocratique », une « fibre moins militante » et un éloignement du « creuset nationaliste français qui est maurassien et barrésien ». Avec ses amis, il fonde le FNJ en 1989, il participe à la campagne de Z lors des municipales : « Il savait qui j'étais. On se connaissait. » Il obtient le Bac en 1990, puis va dans une école préparatoire, ce qui l'éloigne du département et l'oblige à laisser la direction officielle du FNJ. « Mais j'étais considéré par les responsables locaux comme le responsable plus ou moins du FNJ, parce que je m'en occupais le plus. Et, en même temps, parce que je connaissais bien Z, qui était responsable régional, j'avais une certaine légitimité à m'occuper du FNJ. » Il est reçu dans une école de commerce à Paris. Il continue cependant à s'occuper du FNJ local, dont il réalise le journal. « Comme j'avais assisté à l'université d'été du FNJ, j'avais un certain nombre de connaissances, notamment du FN, parce que c'est T qui était l'adjointe de M, qui organisait l'université d'été. Donc, étant avec eux j'avais connu toute l'équipe, qui était essentiellement sur Paris. Donc, du coup, j'avais eu beaucoup de connaissances sur Paris, ce qui fait que je me suis retrouvé assez souvent au conseil régional d'Ile-de-France, où j'ai connu Simone Monestier [une journaliste réputée]. Donc j'allais là-bas pour faire le journal. » Le journal avait un tirage de 100 à 200 exemplaires (destinés aux adhérents du FNJ), au nombre de 25 à 40, et à des sympathisants, spontanément preneurs, au nombre de 80 environ). Par l'intermédiaire de P, il avait réussi à « avoir une interview exclusive de Le Pen, directement chez lui à Saint-Cloud » : « J'étais passé par sa secrétaire. Sachant que je connaissais P, j'ai réussi à le coincer un moment, juste après d'ailleurs que les journalistes l'aient interviewé..., c'était le jour où Tapie l'avait traité de salaud, c'était en 92. J'avais réussi à avoir une interview. On réussissait quand même à avoir un journal disons de qualité. »

Les militants dynamiques et convaincus, prêts à donner de leur temps, acceptant de militer à visage découvert, aptes à organiser une action ou à s'exprimer en public sont peu nombreux. Ils se trouvent rapidement en contact avec les responsables, pour qui il n'est pas difficile de les repérer. Ils reçoivent des responsabilités locales, sont poussés à participer aux universités d'été du FNJ, sont élus pour être délégués au congrès, se voient retenus pour être candidats ou figurer sur une liste lors des élections. C'est le

cas d'Olivier, qui est étudiant en histoire. Il a d'emblée été pris en main par le responsable local, qui est un des cadres de premier plan du siège, pour être formé à l'activité politique et devenir un futur cadre. Il bénéficie d'un stage d'été dans l'un de services du siège, il est élu comme délégué au congrès de Strasbourg (ses frais d'hébergement sont pris en charge parce qu'il n'a pas de ressources), il est candidat lors des cantonales, il participe aux réunions hebdomadaires qui précèdent les conseils municipaux.

Les jeunes militants pris en charge par un cadre (comme Olivier) ou passés par l'université d'été du FNJ, se trouvent d'une certaine façon rétribués de leurs convictions et de leurs efforts par la promesse des postes à pourvoir et des victoires à venir. L'un des responsables du FNJ, en cela conforme à son rôle, insiste sur l'importance de faire confiance aux jeunes, pour les retenir, les encourager, les rendre utiles à l'organisation.

[Juillet 1998, interview enregistrée] « Les critères de confiance aux jeunes, c'est accorder des subventions, en tout cas apporter une aide matérielle au FNJ lorsqu'il veut lancer des opérations, mais c'est aussi demander au FNJ de fournir des candidats aussi bien pour les cantonales, pour boucher les cantons difficiles où trouver des candidats, dans les zones rurales, où un jeune peut montrer que ben s'il est motivé, même si c'est à 40 kilomètres de chez lui, il prend sa voiture, il va aller coller ses affiches, il va faire progresser le score du mouvement. Mais ça peut être aussi pour mettre des jeunes en position éligible aux régionales, ça peut être pour les législatives. Là j'ai un exemple qui me vient à l'esprit, c'est la Marne, la Marne qui est un département plutôt rural, de tradition viticole, donc assez conservatrice, où sur 3 élus au conseil régional nous avons 2 jeunes de moins de trente ans. Parce que ce sont des jeunes qu'on a responsabilisés. La ville de Reims est placée sous la responsabilité d'un militant qui a 29 ans, qui est maintenant conseiller régional, mais qui est responsable de Reims depuis deux ans, qui a fait ses preuves au FNJ. Sa nouvelle mission c'est Reims en tant que FN. Voilà, ça a porté ses résultats, en tout cas la consécration ç'a été le fait qu'il était en position éligible aux régionales. »

L'effet incitatif de la reconnaissance du travail militant au moyen de postes à pourvoir est clairement énoncé. Il est illustré par ces jeunes conseillers régionaux, mis en vedette lors d'un meeting du FNJ ou lors de l'université d'été. Ainsi, 7 des « 22 jeunes de moins de 30 ans, enfin jusqu'à 30 ans, qui sont conseillers régionaux » étaient-ils présents à l'université de 1998, témoignant ainsi auprès des autres jeunes des raisons de croire dans le mouvement et de s'y engager.

[Juillet 1998, interview enregistrée] « Donc nos jeunes en face, là, ont pris conscience que bon ben OK être militant nationaliste, c'est sympa, on peut se marrer, y a des coups durs, mais en même temps si on est sérieux, si on est cohérent, si on est impliqué, il peut y avoir... une carotte, c'est vrai, parce que c'est toujours appréciable d'être élu, mais en même temps une consécration dans son engagement militant. »

Parmi les militants au chômage, non diplômés, peu présentables, inemployables pour une prestation de candidat ou de responsable, plusieurs espéraient bénéficier d'aides, de défraiements ou de salaires de la part de l'organisation, même si ce ne fut pas leur première préoccupation. Plusieurs ont ainsi obtenu des contrats de un à trois mois

pour distribuer des tracts dans les villages ou dans certains quartiers au moment des élections. D'autres attendent que leur activité bénévole puisse un jour être changée en emploi reconnu et rémunéré. C'était le cas d'Alain, qui a travaillé à temps complet pour l'Entraide, ayant le titre d'adjoint du pasteur, pendant près de deux ans. Il bénéficiait d'une allocation sociale. À diverses reprises, cependant, il m'a dit espérer un salaire si les finances du parti le permettaient. Le pasteur lui disait faire son possible pour qu'il obtienne un contrat. Le temps passant et rien ne venant, la déception a fini par prendre le dessus.

[Avril 1997, siège du FN] « Je suis permanent », m'annonce-t-il. « À part la fiche de paie. Mais ça se fait peu à peu. J'avais pas de téléphone dans mon bureau, maintenant j'en ai un. Avec le pasteur, on est allés voir [le responsable du personnel]. » Je lui demande s'il a une rémunération. Pas encore. Mais il mange gratuitement à la cantine, ce qui représente 1 000 francs d'économie par mois (un repas vaut 50 francs). « C'est eux qui me le paient », précise-t-il. Il est le seul bénévole de l'Entraide à en bénéficier, les autres paient la moitié du prix.

[Juin 1997, Ravines] Il me demande des nouvelles d'un de mes copains, qui a de nombreux problèmes. Je lui demande : « Et pour toi, ça se clarifie comme tu le souhaites à l'Entraide ? » « Concernant la paye ? » me demande-t-il. Les élections ont tout retardé. Il passe toujours toutes ses journées au Paquebot comme bénévole. « Je suis bien vu par [le responsable du personnel], qui est content de mon travail. Il a parlé de moi à Jean-Marie Le Pen. » Il a un badge de permanent, désormais. Dans le car, au retour, le pasteur le fait applaudir comme « délégué national à l'Entraide », en ironisant sur le fait que pour le moment « le national » se réduit à Saint-Cloud.

Plusieurs militants mettaient de l'importance dans le fait de devenir DPS, bien que ce fût à titre bénévole. C'était le cas de quelques habitués de la gare, anciens légionnaires ayant dans les 40 à 50 ans. Un des bénévoles de l'Entraide (dans les 30 ans, cherchant du travail dans le gardiennage) faisait de son rôle de DPS bénévole rattaché au siège une activité majeure. Il ne manquait jamais une occasion de le rappeler, arborant fièrement le badge de DPS à certaines occasions, ou parlant de ses liens avec les DPS du siège. Pour lui, comme pour d'autres, être DPS offrait un rôle défini et reconnu, fait de dévouement, d'esprit de corps, de reconnaissance publique. Les liens et la caution morale ainsi créés pouvaient faire espérer des facilités pour trouver une mission ou un emploi, au travers du FAC (Front Anti-Chômage), dont le siège est au FN, ou auprès de sociétés de gardiennage.

D'autres militants, enfin, s'identifient à une image héroïque et sacrificielle, fréquemment valorisée par les dirigeants. Ils s'adonnent au militantisme, comme d'autres à la révolution ou à la prédication. Ils en font la seule raison qui rende compte de leur existence, disant y passer l'essentiel de leur temps. Ils sont étudiants, mais sans assiduité, ou ils sont retraités, disposant de leur temps. Ils s'auréolent de la gloire de ceux qui mettent leurs principes et leurs idées au centre de leur vie. Les autres militants leur apparaissent tièdes ou dilettantes. Ils houspillent les cadres, dont le souci de respectabilité et de confort est une injure à leur foi. S'ils sont utiles, car dévoués, ils passent aussi pour des donneurs de leçons et pour des boutefeux, mus par un esprit de croisade ou de révolution qui n'est pas de mise. Quelques militantes à la retraite, côtoyées avec régularité, ne manquaient pas de faire connaître autour d'elles, parlant à

la cantonade, leurs altercations avec les opposants ou leurs démêlées avec les responsables locaux.

[Février 1997, gare Saint-Lazare] Photos à l'appui, Chantale et Corine parlent d'une manif anti-IVG à la Bastille. Elles ont reçu des projectiles, tomates, œufs, canettes de bière. Elles miment en riant leur façon d'utiliser leurs pancartes pour se protéger des projectiles. « Nous, on fait des omelettes », disent-elles. Chantal parle de ses « lunettes de combat », destinées aux actions militantes, car d'un faible coût (elle a eu une paire de cassée suite à une agression lors d'un tractage sur un marché). Elle était aussi à la manif des retraités, organisée par le cercle des retraités du FN. Elle a pu voir à la télévision le visage ensanglanté d'un militant agressé ce jour-là. Elle mentionne « les Scalp », en disant : « Ils ont les yeux remplis de haine », et « Ce sont des tueurs. »

[Juin 1997, Ravines] Madeleine est en colère d'avoir été la seule, selon elle, à distribuer des tracts pendant les élections. « Les autres ils ont la trouille », assure-t-elle. « [Les responsables] ne pouvaient pas le croire. Ils m'ont suivi un jour pour voir si je jetais les tracts. » Ils ne veulent plus lui en donner, assure-t-elle. Ils la pensent inconsciente. Ils craignent qu'elle prenne des coups. Apparemment, elle a réussi à obtenir des tracts cependant.

Plus ils passent du temps à militer, au détriment des études ou des obligations de la vie ordinaire, plus ils s'engagent dans des actions téméraires, plus ils se calquent sur des héros ou des idéaux, de préférence désignés comme révolutionnaires, et plus certains jeunes s'adonnent à militer, en faisant la seule activité qui rende la vie palpitante. Cette façon romantique d'agir, qui est le fait de petits groupes de jeunes agissant en francs-tireurs, a pour avantage de donner une haute raison à une moindre implication dans les études ou le travail. Un couple de militants, Sabine et Sébastien, font ainsi du collage d'affiches une sorte de jeu de pistes, et de l'affrontement avec des opposants un test de bravoure.

[Novembre 1996, interview enregistrée] « Sabine : On décide de le faire, on le fait. Sébastien : Disons que vous avez des affiches, de la colle, autant en profiter. En fait, c'est se faire plaisir. À ce moment-là, c'est vraiment se faire plaisir, aller coller. Sabine : C'est "le quartier manque d'affiches, allez on y va". Sébastien : On y va. C'est un peu ça. On va marquer notre territoire comme les chiens ou les loups, ou je ne sais quoi. Sabine : Et le grand jeu c'est de passer derrière des gens qui ont déjà collé, par exemple derrière Arlette Laguiller, c'est très drôle, sachant qu'on finira bien par les croiser. Le jeu c'est de les croiser sans les croiser, qu'ils se rendent compte, que ça les énerve. Sébastien : Oui, on l'a fait. Sabine : On l'a déjà fait, tous. [Sociologue : Y a-t-il des bagarres, parfois ?] Sébastien : Je vais vous dire, y a un mythe de l'extrême droite qui joue énormément pour nous. C'est-à-dire que, en fait, en général, à part les militants communistes qui sont des très bons militants, c'est pour ça que je les estime énormément, je peux vous dire que, à part eux, ils détalent comme des lapins. Sabine : À moins d'être quarante et nous deux. Et encore ils détalent. Sébastien : À part les militants communistes, comme d'ailleurs ce qui s'est passé à Gardanne. Sabine : Des deux côtés, des mâchoires cassées. Sébastien : Moi, je trouve que c'est plus beau, à la limite, que quand vous voyez des militants RPR ou des militants socialistes, vous les croisez, ben je vais vous dire, c'est des lapins, vous les voyez remonter en voiture, et hop là. »

## **Le désappointement des bénévoles (« dans tous les partis c'est pareil »)**

La plupart des militants ne sont jamais choisis comme candidats, ou seulement pour des « candidatures de témoignage », selon la formule alors employée, ayant peu à gagner, et leur tranquillité à perdre. Encore moins se voient décerner la flamme d'honneur, réservée aux cadres ou aux plus méritants pour l'essentiel. Peu bénéficient de réels emplois ou d'heures rémunérées. Il reste donc le bonheur d'œuvrer pour l'avènement d'une société selon leurs idées et pour la plus grande gloire du parti et de ses dirigeants, sans rien attendre de palpable en retour. La considération témoignée par les cadres prend dès lors son importance. Il est fréquent qu'elle manque, s'il faut en croire les propos désabusés de nombre de militants. Le comportement sensé des dirigeants, soucieux d'agir dans l'intérêt du parti, est pareillement attendu. Les formules intempestives de Le Pen, avec leurs implications judiciaires, le refus d'un arrangement au moment de la scission, ont plusieurs fois mis à mal cette attente.

À de nombreuses reprises, parlant entre eux, ou s'adressant à moi, des militants se sont plaints de la faible considération des responsables à l'égard des militants ou des candidats de seconde zone. « Les partis, ils t'utilisent, et c'est tout », me dit une femme à la retraite qui contacte aussi des élus de droite et de gauche. « J'ai besoin d'eux, mon chéri », me dit-elle en guise de justification. « C'est partout pareil, les petites gens comme moi personne ne s'y intéresse, sauf pour avoir leurs voix », me dit une femme dans les 50 ans, que je raccompagne dans le métro après une réunion électorale. Celui qui l'a invité, lui promettant de la ramener, l'a laissée en plan.

Ceux qui disent ainsi être maltraités sont principalement des militants âgés. Les uns se sont dévoués pour le parti quand il avait peu de poids électoral, ayant fonction de secrétaire de section, jouant le rôle de candidat ; désormais, les succès arrivant, ils sont mis sur la touche et remplacés par des militants plus jeunes, plus diplômés, dotés d'assurance sociale, habiles dans l'art de se présenter et de communiquer. Les autres sont des adhérents de base qui retrouvent dans le parti, à l'encontre de l'idéal de fraternité auquel ils ont cru, des rapports inégalitaires équivalents à ceux qu'ils ont pu connaître dans leur milieu professionnel, où ils avaient à accomplir des tâches ingrates, déconsidérées et peu rémunératrices sous la direction d'un encadrement perçu comme lointain.

L'impression d'être utilisé apparaît en particulier à la suite d'une agression. Les militants sont en petit nombre pour des activités, tels le collage ou le boîtage, qui comportent des risques. Ils doivent faire face à des adversaires et, parfois, recevoir des coups, sans en tirer aucun bénéfice. Une partie des responsables, quant à eux, évitent les activités pénibles et risquées, ou bien sont entourés d'hommes aptes à les défendre. Ils se montrent attentifs à leur intégrité physique, à leur image publique et à leur place au sein de l'appareil. En comparaison, ceux qui paient de leur personne, se levant à 4 heures du matin pour un collage, accompagnant les militants dans un quartier à forte population immigrée, suscitent d'autant plus l'admiration qu'ils sont rares. C'est du moins ce qu'il est possible de déduire des conversations avec les militants.

[Avril 1998, château de Neuvy] Conversation entre Z (femme, 60 ans, ex-commerçante à la retraite) et H (homme, 40 ans, ex-fonctionnaire au chômage). Il est question des candidats et des militants « qui ne sont pas soutenus ». Z dit que dans le onzième arrondissement ils ne sont que 3 ou 4 à militer. Cette fois-là, ils étaient autour de Martine Lehideux, qui était accompagnée par des DPS. Des militants de Ras l'Front sont arrivés. Rapidement, Lehideux s'est retirée, « et les DPS ont décroché ». Les militants se sont alors retrouvés seuls face aux agresseurs<sup>7</sup>. Z a le sentiment que « dans tous les partis c'est pareil ». « Les responsables en ont rien à faire des militants, ils les laissent se débrouiller tout seuls. » H acquiesce et raconte à son tour comment, ayant eu besoin d'être soutenu par le siège, à la suite d'une agression, il a dû faire face tout seul.

[Juin 1997, Ravines] Georges me fait voir sa jambe droite. Il a reçu au niveau du tibia un violent coup de savate ; c'est encore enflé et douloureux. C'était pendant la campagne électorale, en mai, avant le premier tour. Il était « à coller des trucs » (des autocollants), tout seul, vers minuit. Il a été abordé par quatre jeunes en voiture, des Beurs. Ils lui prennent ses autocollants, et l'un lui donne un grand coup de pied dans le tibia. Une fois rentré chez lui il téléphone à la gendarmerie. Ils lui disent qu'ils vont faire une main courante. Il informe aussi le responsable local. « Je m'attendais à ce qu'ils passent me voir. Personne n'est venu. Quand c'est pour déposer ses affiches et ses tracts, il est capable de venir chez moi. Mais là personne n'est venu. Il m'a pas fait une visite. Personne n'a demandé de mes nouvelles. J'aurais pu avoir un coup de couteau, c'était pareil. Eux, ils sont dans les bureaux, je sais même pas si ils distribuent des trucs, et c'est les pauvres cons comme moi qui se font savater. Je vais te dire, ça m'a refroidi. J'ai bientôt 67 ans, je vais pas me faire crever pour des types qui s'occupent même pas de toi. Remarque, dans tous les partis c'est pareil, c'est toujours les petits qui se retrouvent mis de côté. Ma fille ne l'a pas su, sinon elle m'aurait engueulé. Non non, c'est fini. » Je m'étonne qu'il ait été seul à une heure pareille. « Ils ont peur, ils sortent pas de chez eux », me dit-il des autres militants. « Ils votent, mais on les voit pas. » Dans le car, en venant, il a eu l'occasion de dire à un militant qu'il faisait des collages. « Il m'a demandé si j'étais payé. On est des militants, quand même. On va pas être payés pour faire ça. »

C'est donc sans aménité que nombre de militants jugent les cadres. C'est en particulier le cas des militants âgés qui ont eux-mêmes été responsables de section par le passé, quand le FN était un mouvement de pur militantisme, sans places ni émoluments à espérer (voir Matonti, 1993, pour un exemple du même ordre). Ils ne peuvent s'empêcher de supputer des motivations peu nobles, en tout cas peu altruistes, chez nombre de candidats.

Une militante (ex-responsable de section) reedit à plusieurs reprises, d'un ton sans réplique : « Il y a beaucoup de carriéristes, c'est comme ailleurs. Au FN ceux qui se mettent en avant ce sont des carriéristes. Ils ont un petit pois dans la tête, il n'y a pas

---

<sup>7</sup> Selon le cadre alors en charge de cette campagne électorale, il n'est pas vrai que les militants aient pu être ainsi laissés en plan à la suite d'une agression. Il se peut que certains d'entre eux aient refusé d'obtempérer à la consigne de se retirer, de la même façon que d'autres s'obstinent à tracter ou à coller en étant seuls. C'est un fait avéré que des militants bravent les consignes de prudence venues du parti, ne manquant pas de faire état de leurs prouesses et de signaler avanies et ecchymoses ensuite. L'excitation d'aller au combat et le sentiment du devoir, qui sont au cœur de cette façon de militer, font apparaître défaitistes de telles consignes.

beaucoup de réflexion. » Une autre militante (ex-responsable de section) remarque que, dans sa circonscription, la tête de liste pour les prochaines législatives est un homme qui travaille dans un organisme public. Il est « fonctionnaire ». Il pourrait souhaiter être discret, par crainte d'être pénalisé dans son emploi. Mais ce n'est pas le cas. « Ils aiment voir leur tête sur les panneaux. C'est pas pour être élus, ils n'ont aucune chance. Probablement que ça leur sert au siège, pour avoir une place. » Quelques mois plus tard, elle reparle de ce candidat. Quand il a commencé à militer, il ne voulait faire que des collages, pour ne pas apparaître publiquement. Il ne voulait pas d'ennui dans son travail. « Mais il n'a pas pu résister, ils veulent tous avoir leur tête sur les affiches. Le résultat n'a pas raté, il a été muté de Montreuil à Melun. Maintenant il est obligé d'avoir une voiture et de faire des trajets tous les jours. »

Une autre militante (elle aussi ex-responsable de section) déballe son sac pour ceux autour d'elle dans le car qui nous ramène de Ravines. Elle parle de façon animée, avec le ton de quelqu'un qui a subi une grave offense. Elle vient d'abandonner le rôle de trésorière d'une association, dont le responsable est un des cadres connus du FN, par ailleurs conseiller régional.

[Juin 1997, Ravines] « C'est un homme vindicatif et orgueilleux, il est imbu de sa personne. Et c'est un arriviste, il ne fait rien sans arrière-pensées. Son ambition, c'est d'être élu au bureau politique. Mais il ne l'a pas été. Et cette fois-ci, au comité central, il a eu moins de voix que la fois précédente. » Le point de départ de sa rupture est une remarque du dirigeant en question, dite sur le ton de l'ordre, à propos d'un fichier des adhérents qui n'aurait pas été tenu à jour comme il convenait. Le ton est monté. Elle a alors claqué la porte. Avant elle, il y aurait eu successivement trois personnes, parties chacune à leur tour aussi. « Je lui ai enlevé une épine du pied », dit-elle. L'une de ces personnes faisait la trésorerie sur « une feuille volante » tous les trois mois, en se faisant payer 1 600 francs pour ça à chaque fois. Elle répète à plusieurs reprises : « Pendant un an, j'ai fait entre 120 heures et 140 heures de travail par mois, complètement bénévole. Il avait quelqu'un de consciencieux, qui aimait son travail et qui était compétent. » Elle précise qu'elle était chef de service, ce qui suffit à attester de ses dires. « Je m'occupais de tout, les fichiers, les livres de comptabilité et de trésorerie, je faisais tout. Et jamais il ne m'a offert un seul repas à la cantine du siège, un repas à 50 francs. Il ne m'a même jamais offert un café. Ça fait 15 ans que je suis au FN, mais je me dis : Si ils sont tous comme ça, c'est pas la peine de rester. Je suis prête à donner de mon temps, mais je ne veux pas être prise pour une conne. »

Suite à son départ, elle lui avait envoyé un courrier pour lui expliquer son geste. Elle espérait qu'il l'aurait contactée, « même pas pour s'excuser, mais pour regretter ce qui s'était passé ». Au lieu de ça, elle apprend par deux de ses amies qu'il a déclaré, avec beaucoup de dédain : « Elle croyait que j'allais me mettre à ses pieds. » Elle en est toute tremblante d'indignation d'avoir été ainsi traitée. Les autres membres du bureau lui ont écrit en lui témoignant leur reconnaissance pour le travail accompli et en lui demandant de revenir sur sa décision. Elle a refusé, trop écœurée de la façon dont elle a été traitée. « Parce qu'il est agrégé de l'université, il se croit supérieur aux autres. J'ai pas le diplôme de comptable, mais je connais le travail. C'est pas une raison pour mépriser les autres. »

La façon dont est survenue la scission du FN a conforté une partie des militants dans le sentiment de compter pour peu dans les décisions de certains dirigeants, avant tout



obsédés par leur position au sein de l'appareil et par leur carrière. Les uns faisaient porter la faute à Le Pen (dictatorial et mégalomane), les autres à Mégret (carriériste et traître). Parmi les quelques militants avec qui j'ai alors bavardé, plusieurs de ceux restés fidèles à Le Pen étaient en colère (Chantal avait le mot de « traître » à la bouche) ou effondrés (ainsi ce vieil homme, attaché parlementaire de l'un des dirigeants, qui en avait les larmes aux yeux et qui disait : « J'ai perdu mon père et ma mère le même jour »). Plusieurs de ceux qui mettaient leur espoir dans Mégret semblaient transportés du bonheur soudain de la révélation concernant l'avenir.

[Janvier 1999, conversation téléphonique] J'appelle Solange pour la bonne année. Il est question de la scission : « J'ai eu un moment de flottement, avant de m'en remettre. Mais comme on était proches [d'un collaborateur de Mégret] on savait un peu ce qui se passait. Ça nous est pas tombé dessus comme ça, on n'a pas été sidérés comme l'ont été ceux qui ne savaient rien. J'ai trouvé ça infiniment dommage. Mais avec le recul, ça y est, j'ai tourné la page. Maintenant pour moi c'est le passé. Je renie rien, je crois beaucoup en nos idées, dans ce qu'on défend, je vais du côté où est l'avenir... Je sais pas trop ce qui s'est passé dans le fond. Je ne me pose plus trop de questions sur : Pourquoi ? Comment ? Je suis intimement persuadée qu'il n'y a pas de complot. Jean-Marie Le Pen a été mal conseillé, il a pris de mauvaises décisions. Ça me navre pour lui. C'est quelqu'un qui incarnait beaucoup de choses, mais entre les idées et une personnalité je choisis d'être fidèle aux idées. Elles ont pas changé. Je retrouve beaucoup d'enthousiasme chez les gens. La tristesse elle est finie. Je trouve qu'elle est chez les gens qui sont restés du côté de Le Pen. » Elle prend le cas de sa sœur, restée fidèle à Le Pen : « "C'est fini, je ne fais plus rien." Maintenant elle se croise les bras, elle fait plus rien. » Elle est allée au conseil national. « On retrouve l'élan, il faut rebâtir quelque chose... Peut-être qu'il fallait une crise, et que d'un mal on va faire un bien. C'est comme une crise d'adolescent, même si c'est pas tout à fait pareil. »

### **Les retournements des bénévoles (« Le Pen il nous emmerde »)**

Les dirigeants les plus vénérés peuvent être l'objet d'une prise de distance, pour peu qu'ils semblent contrecarrer le travail militant et nuire à la progression du mouvement. Ce fut le cas de Le Pen. Le guide du militant (IFN, 1991, p. 54-56) ne se fait pourtant pas faute de rappeler au devoir de discrétion, de solidarité et de discipline, à plus forte raison lorsque sont visés des dirigeants.

« Ne pas faire écho autour de [soi] de la vie intérieure du mouvement », « Il faut avoir un préjugé systématiquement favorable sur les membres du FN », « Le militant doit s'abstenir de tout commentaire portant préjudice à la cohésion du groupe », « Par ailleurs, vis à vis d'une personne n'appartenant pas au Mouvement, le militant frontiste doit toujours défendre ou expliquer la position, la réaction, les déclarations ou l'attitude d'une personnalité du FN, même si celles-ci sont contestées publiquement. »

Plusieurs mois avant le conflit qui aboutit à la scission, un candidat en phase d'implantation locale s'était montré irrité des coups d'éclat de Le Pen qui avaient pour conséquence, selon lui, d'empêcher l'influence du FN de s'étendre. Ces actes

déraisonnables avaient aussi pour conséquence plus immédiate, pour lui, de compromettre sa propre réussite locale. Parlant de sa passion du travail de terrain, « qui amène à gagner toujours plus de voix », il ajoute avec humeur : « Si tant est, évidemment, qu'en haut lieu y ait pas des mots qui partent de travers et qui anéantissent en quelques secondes le travail que j'ai pu faire sur plusieurs années. » Sa rébellion est assez forte pour qu'il en vienne à dire, dans le feu du propos : « Je n'ai rien à voir avec Le Pen », se reprenant certes dans l'instant, ayant saisi l'aveu d'antagonisme impliqué par la formule, pour dire, faisant à nouveau allégeance : « Je suis son représentant. »

[Août 1998, interview enregistrée] « Je sais, pour avoir discuté dans ma ville avec des gens qui détestent Le Pen, mais qui sont pas hostiles à ma candidature parce qu'ils voient bien que j'ai rien à voir avec Le Pen..., enfin j'ai rien à voir avec Le Pen..., moi je me bats toujours avec lui, c'est vrai qu'on n'a pas le même tempérament, bon ça c'est normal, mais je me bats toujours parce que je suis son représentant, moi j'ai pas honte de Le Pen, quand j'ai quitté mon emploi pour m'engager au FN c'était au côté de Jean-Marie Le Pen, c'est pour ça que je suis parti, parce que c'est incontestablement un homme qui a beaucoup amené au sein du FN, qui a amené le Front à plus de 15 %... Bon, il est peut-être temps de voir les choses différemment. »

À diverses reprises, j'ai entendu des militants de base manifester leur déception et leur agacement à l'encontre de Le Pen. Les propos sur les chambres à gaz, en particulier, même s'ils les approuvent, leur semblent inutilement coûteux d'un point de vue électoral et financier. Une des militantes les plus en adoration de Le Pen laisse éclater sa colère après qu'il ait réaffirmé sa position sur ce point à Munich aux côtés de Franz Schöenhuber, dirigeant nationaliste autrefois membre du parti nazi (*Le Monde*, 8 décembre 1997)<sup>8</sup>.

[Décembre 1997, gare Saint-Lazare] Aussitôt arrivée, Madeleine me prend à témoin : « Le Pen, il nous emmerde, avec le détail, il nous emmerde Le Pen. » Elle poursuit : « Y en a qui disent : Il était à Munich, il a bu de la bière, et après il a dit ça. » Sur le même ton agité, elle me dit : « J'ai pas dormi de la nuit. – À cause de ça ? – Oui. » Elle a eu au téléphone une militante du RPR qui avait voté pour le FN : « Elle était en colère. » « C'est pour ça que Feuillet [candidat d'une partielle] il a été battu. »

Parmi les militants, les uns pensent que leur énergie à militer serait mieux employée qu'à répondre aux accusations d'antisémitisme et les autres que leur argent serait mieux employé qu'à payer des amendes. « On a déjà dû payer 500 000 francs la fois précédente<sup>9</sup>, il ferait mieux de se taire, c'est les militants qui payent, on n'est pas riches à ce point-là », s'exclame Alain, à la suite de la même affaire. Tout comme Madeleine,

8 Des élus du Haut-Rhin ont critiqué « les excès racistes » de ces déclarations. Lorsqu'ils sont laissés sur la touche et que surviennent des candidats parachutés au moment des régionales, ils y voient un acte de rétorsion et démissionnent du FN (*Le Monde*, 27 janvier 1998).

9 En réalité, Le Pen a été condamné à verser 100 000 francs à chacune des 9 associations qui l'ont poursuivi, et à payer la publication du jugement dans divers journaux. Quand il est question de cet épisode, les militants indiquent à chaque fois un montant élevé, mais le plus souvent éloigné de la réalité. Ils retiennent qu'il s'agit d'une somme astronomique, dont le montant apparaît démesuré, et donc motivé par la volonté de briser Le Pen et le FN.

fière de coller des photocopies d'une couverture de *Reconquête* ayant trait aux juifs, Alain n'a pourtant aucune aménité envers les juifs. Dans le fond, il est plutôt ravi de voir Le Pen les narguer et leur tenir la dragée haute avec ce genre de formules. « Il emmerde les juifs sur le détail, moi il me plaît quand il est comme ça, même si ça fait perdre des voix », me dit-il une fois.

Alors que la presse du parti et l'ensemble des militants soutiennent Le Pen concernant la rixe de Mantes-la-Jolie, le candidat en phase d'implantation met en doute la version officielle du FN.

[Août 1998, interview enregistrée] « Je connais Le Pen depuis longtemps, je connais son tempérament..., les photos on peut les interpréter dans un sens ou dans un autre. » Ainsi, à propos d'une photo montrée à la télé, il affirme : « C'est bien lui qui donne le coup de pied », même si la photo publiée dans *National Hebdo* montre l'élue socialiste en train de l'agripper. Il s'interroge : « Comment ça se fait qu'un véhicule de personnalité peut s'arrêter face à des manifestants de gauche ? pour quoi faire ? On voit bien des gens de gauche, même si on ne voit pas l'élue de gauche qui a pu être cachée. On voit bien l'hostilité, y a pas des drapeaux FN, on reconnaît pas ses propres amis, et en général les propres élus qui sont devant. Pourquoi s'être arrêté là ? » Peut-être la voiture a-t-elle été bloquée par les contre-manifestants. « Mais si elle n'a pas été bloquée, pourquoi s'est-il arrêté là ? Est-ce que c'était pour riposter, de la part du Président..., parce qu'il a ce côté très breton, très fougueux : Je vais leur montrer qu'on se laisse pas faire. »

La plupart des militants que j'ai côtoyés n'avaient pas de doute sur la réalité de ce qui s'était passé. Le Pen n'avait pas touché la députée socialiste et, de toute façon, il était une fois de plus l'agressé<sup>10</sup>. Quoi qu'il ait fait pouvant lui être reproché par les médias ou par la justice, il avait de sérieux motifs pour l'avoir fait. Au lendemain de l'incident, s'appuyant sur les récits venus de l'entourage de Le Pen, nombre de militants plaidaient la légitime défense.

[Juin 1997, Ravines] Il est question à quelques reprises de l'incident de Mantes-la-Jolie. Selon le pasteur « ils ont d'abord caillassé la voiture de Jean-Marie », ce qui n'a pas été montré à la télévision. « Il a péte les plombs, c'est dommage. Il devrait rester calme, parce que c'est un représentant politique. Mais c'est pas étonnant. » Alain a une autre explication : « D'après les DPS qui étaient avec le Président, y a un type qui l'a traité de nazi et qui a traité sa fille de putain. Alors il lui a mis une patate. C'est normal, c'est manquer au respect de la famille, il a eu raison. » Le type serait celui qu'on entend Le Pen traiter de « rouquin, pédé » à la télé. Chantale confirme que la candidate PS n'a pas été touchée : « J'ai avancé image par image, à partir de toutes les chaînes. Jean-Marie Le Pen ne la touche pas, c'est pas possible, entre lui et elle on voit un DPS. Une fois de plus ils disent n'importe quoi. »

---

10 Sur la base des films diffusés dans les journaux télévisés, les juges accusent Le Pen d'avoir pris « une part prépondérante dans le déroulement [des] violences ». « C'est lui qui se tourne vers [la députée socialiste], c'est lui qui l'agrippe par son corsage, c'est lui qui exprime sa colère, perdant manifestement le contrôle de lui-même [...], il a de lui-même cherché le contact avec ses opposants, voire l'affrontement physique » (*Le Monde*, 4 avril 1998).

Une imposante manifestation, préparée avec soin, aura lieu à Versailles pour soutenir Le Pen. Le mot d'ordre scandé lors de la manifestation sera la reprise de la parole qu'il aurait adressée à la députée socialiste : « Y en a marre. » Les militants ne pouvaient que se sentir de cœur avec ce mot d'ordre, qui leur permettait d'exprimer leur colère d'être sans arrêt pris à partie et mis au ban de la vie publique.

Quand il existe, le reproche à l'encontre de Le Pen ne porte pas seulement sur le manque de contrôle de soi ou sur la volonté d'en découdre, qu'importent les conséquences pour l'image du parti, l'action des militants et le résultat des candidats, il porte aussi sur la légèreté consistant à se mettre en tort et à être condamné à de fortes amendes, sans avoir à en pâtir soi-même. Ce militant est d'autant plus sensible à cet aspect, qu'il s'est trouvé condamné à une amende pour une faute mineure, due à son ignorance de candidat novice, et a été mal soutenu par le parti.

[Août 1998, interview enregistrée] « On sait que Le Pen a toute une structure autour de lui, des avocats... Lui il suffit qu'il lance, en tant que Président du Mouvement, une souscription dans toute la France, rapidement en quelques mois..., ben c'était ce qui s'était passé pour l'affaire du détail, il avait été condamné à 1 200 000 francs d'amende, en quelques mois rapidement la souscription était remplie, le problème était réglé. Mais imagine que ça arrive à moi, ça, je vais en prison, c'est pas possible, donc je veux dire que... Y a des gens qui ont les moyens, et y a d'autres petits élus, petits cadres du Mouvement, qui n'ont pas les moyens. »

Selon que l'état des relations entre dirigeants au sein du FN les incline au compromis, perçu comme réaliste, ou au contraire à l'intransigeance, et selon qu'ils sont attentifs aux réactions du corps électoral ou soucieux, au contraire, de préserver l'intégrité de leur message politique, les militants sont conduits à désavouer l'aspect primesautier et rendre-dedans de Le Pen ou ils en demeurent éblouis. Ils demeurent attachés à celui dont les gestes tonitruants les vengent des humiliations, disant leur fait aux puissants, quels qu'ils soient, même si cette conduite réduit les chances d'accès au pouvoir, ou ils se tournent vers celui, apparu comme un rival destiné à lui succéder, dont l'allure et le propos paraissent raisonnables, atténuant l'inquiétude des électeurs, ouvrant la voie à des alliances. Sur fond de luttes internes entre courants et d'ambitions rivales entre dirigeants, l'apparente stagnation du FN, malgré la perspective d'un accès élargi au pouvoir politique, a soudainement rendu acceptable d'en faire publiquement grief à Le Pen. Aux yeux de nombreux militants, qui le portaient aux nues, celui-ci, du jour au lendemain, est apparu n'être plus l'homme de la situation, trop insolent, trop impulsif, trop décrié, trop enclin aux bravades pour demeurer le dirigeant crédible d'un parti de gouvernement. Son air de matamore, naguère salué par les militants, d'un coup semblait hors de mise auprès des mêmes militants.

[Janvier 1999, conversation téléphonique] Je dis à Gérard que j'irai peut-être à Wagram. Il me dit : « Ah oui, pour Jean-Marie Le Pen. » Il poursuit : « Je suis mégrétiste, parce que c'est l'avenir, mais j'ai une profonde admiration pour Le Pen. Mais il faut passer à la vitesse supérieure, il faut passer à la politique politicarde. Si on fait de la politique c'est pour accéder au pouvoir. Mégrét, il les rassure, ils veulent pas de la bête immonde [dit avec un rire sarcastique], ça leur fait peur, ils sont trop cons pour comprendre. Tu l'as regardé l'autre soir sur la Une, avec Field ? Mégrét il est là, il est posé, il dit pas un mot plus haut que l'autre, il sourit, les journalistes ça les déconcerte. – C'est vrai que Le Pen

il est comme la soupe. – Oui, c’est le chien qui est dans le coin de la rue, tu fais tchi tchi, et ça y est, il s’énerve tout de suite. Là, l’autre soir, Field il a même pas essayé de l’énerver, alors qu’avec Le Pen tout de suite il lui balance des trucs, et l’autre réagit tout de suite. Une autre fois j’ai vu Bruno Mégret, il était avec Ruth Elkrief sur LCI, elle lui sort tout pendant cinq minutes, le nazisme, tout, sans respirer, lui il est en face, les jambes croisées, avec un petit sourire. Il lui a même pas coupé la parole, en face elle était tout énervée. Il a dit, avec un sourire : “Je ne suis pas de votre avis”, et c’est tout. L’autre, elle était ridicule. »

28

## Bibliographie

Bihl Alain, 1998. *Le spectre de l’extrême droite. Les Français dans le miroir du Front national*, Paris, Éditions de l’Atelier.

Bizeul Daniel, 1979. *Le métier de curé : sur le clergé rural nantais entre 1900 et 1960*, Thèse de 3<sup>o</sup> cycle en sociologie, Paris, École des Hautes Études en Sciences Sociales.

Bréchon Pierre, 2001. « Conclusion », dans Bréchon P. (dir.), *Les partis politiques*, Paris, La documentation française, p. 169-174.

Briand Jean-Pierre, Chapoulie Jean-Michel, 1993. L’institution scolaire et la scolarisation : une perspective d’ensemble, *Revue française de sociologie*, 34, p. 3-42.

Darmon et Rosso

Dogan Mattei, 1999. « Les professions propices à la carrière politique », dans Offerlé M. (dir.), *La profession politique*, Paris, Belin, p 171-199.

Gaxie Daniel, 1977. « Économie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de sciences politiques*, 27 (1), p. 123-154.

Gaxie Daniel, Offerlé Michel, 1985. « Les militants syndicaux et associatifs au pouvoir ? Capital social collectif et carrière politique », dans Birnbaum P. (dir.), *Les élites socialistes au pouvoir, 1981-1985*, Paris, PUF, p 105-138.

IFN (Institut de Formation Nationale), 1991. *Militer au Front*, Paris, Éditions nationales.

Matonti Frédérique, 1993. « La déception », dans Bourdieu P. (dir.), *La misère du monde*, Paris, Minuit, p. 569-577.

Pudal Bernard, 1989. *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Paris, FNSP.

Sawicki Frédéric, 1997. *Les réseaux du parti socialiste. Sociologie d’un milieu partisan*, Paris, Belin.